

Le viol comme arme de guerre au Congo : **se mobiliser ici pour changer les choses là-bas**

Depuis plus de vingt ans, les populations de l'Est du Congo sont victimes d'atrocités perpétrées par des milices qui agissent impunément dans des zones du pays qui échappent, en pratique, au contrôle de l'État. Pour continuer à mobiliser l'opinion publique à ce drame qui trouve peu d'écho en Europe, le CRIC (Centre Régional d'Intégration de Charleroi) a organisé récemment une séance de sensibilisation axée sur « *Les violences sexuelles comme armes de guerre dans les conflits. Stop à l'impunité ?* » Une piqûre de rappel en forme de énième cri d'alarme...

Fer de lance médiatique du combat contre les violences sexuelles faites aux femmes dans l'Est du Congo, le docteur Denis Mukwege est désormais le symbole mondial d'une sensibilisation dont les effets tardent à se concrétiser sur le terrain. Cité plusieurs fois parmi les candidats sérieux au Prix Nobel de la Paix, l'homme parcourt inlassablement les tribunes des instances internationales et les salons des chefs d'État pour défendre la cause de la multitude de femmes et d'enfants dévastés par le viol et les mutilations sexuelles utilisés comme outil de destruction massive des populations de cette contrée d'Afrique. À partir du film documentaire de Thierry Michel et Colette Braeckman intitulé « L'homme qui répare les femmes – La colère d'Hippocrate » qui suit pas à pas Denis Mukwege dans son travail quotidien auprès des femmes mutilées et dans ses épuisants voyages pour mobiliser l'opinion publique, l'équipe du CRIC a amorcé le débat sur la cause qu'il défend avec l'énergie du désespoir.

Se relever par l'éducation

C'est Maddy Tiembe, présidente de l'AFEDE (Action des Femmes pour le Développement), qui a endossé le rôle de témoin du drame des femmes du Kivu et de tout l'Est de la République du Congo (RDC) dans la manifestation du CRIC. Bouleversée dès 2004 par les témoignages de quatre femmes victimes d'atrocités sur le terrain d'exactions des milices congolaises, elle a choisi de transformer son indignation en action. Après avoir analysé le modus operandi des bourreaux qui s'attaquent la plupart du temps aux femmes lorsque celles-ci sont dans les champs,

loin de chez elles, et donc non protégées, elle a d'abord eu l'idée de créer un système de micro-crédit pour favoriser l'implantation de parcelles cultivables pour ces femmes, près de chez elles. Parallèlement, elle a entrepris un véritable travail de lobbying politique, en mettant sur pied une plateforme de groupements de femmes pour porter cette cause. Avec succès, puisque la première instance au niveau mondial à reconnaître le viol comme arme de guerre a été le Parlement bruxellois, suivi par le Sénat belge qu'elle a amené à produire une résolution sur ce sujet.

Sur place au Congo, la lutte contre le viol utilisé comme arme de guerre équivaut à mettre sa propre vie en danger. Le simple fait de dénoncer des faits amène à la prison et à la torture, dénonce la présidente de l'AFEDE. De plus, la persistance des atrocités dont les premiers exemples de cas systématiques mis à jour remontent à 1996 amènent les opérateurs de terrain à devoir s'occuper, depuis 2013, des enfants issus du viol, parfois déjà eux-mêmes victimes de viol. Pour aider ces enfants à se relever et à se reconstruire, le principal moyen utilisé est l'éducation, un moyen que les acteurs de terrain tentent d'étendre aux enfants soldats, sortis des groupes armés, qui ont fui la guerre. Ce travail doit comporter un aspect d'accompagnement psychosocial, mais l'argent manque pour mener ces programmes.

Un exemple emblématique

Pour Maddy Tiembe, il n'est pas possible de traiter les conséquences des exactions sans en traiter les causes. La principale réside, selon elle, dans la présence de grands groupes internationaux qui financent les milices. L'exploitation des immenses richesses du Congo reste une des clés de compréhension capitale de ce phénomène. Près de 80% du cobalt et 90% du coltan (minerai utilisé dans la fabrication des smartphones) proviennent de cette région du monde. La présidente de l'AFEDE estime qu'il faut se mobiliser et faire pression sur les acteurs de ce volet du dossier et susciter une volonté internationale de ne pas traiter avec des gens responsables d'exactions.

Le combat semble cependant progresser favorablement, selon Maddy Tiembe. « *En décembre 2017, 11 miliciens ont été condamnés à la prison à perpétuité pour viols d'enfants, raconte-t-elle. Et parmi ceux-ci figure un ancien député provincial, chose*

qui était inimaginable jusque-là. Et un parlementaire est encore en attente de procès. » De plus, dans ces zones de conflit, les femmes créent des solidarités : elles ont une tragédie en commun qui les unit et elles veulent défendre leurs droits.

Le cas de l'Est du Congo est emblématique d'une forme nouvelle d'exaction commise en zone de guerre dans d'autres coins du monde comme tout récemment en Syrie ou précédemment dans le conflit en ex-Yougoslavie. Le but poursuivi est multiple. Détruire le corps de femmes, qui est l'objet de tous les enjeux, mais à travers lui, déshumaniser les maris et détruire l'ensemble de la communauté. Les femmes sont ciblées pour leur vulnérabilité, mais aussi parce que c'est elles qui reproduisent l'humanité (à travers la procréation), l'éducation, les modèles sociaux, etc. Un processus odieux auquel s'ajoutent au Congo des croyances, comme celle qui veut que violer une fillette guérit du sida.

Dans le cas de l'Est du Congo, la carence voire l'absence de l'État est un facteur majeur de la persistance des exactions. *« Cette guerre dure depuis 1996, rappelle Maddy Tiembe. Certains enfants n'ont connu que la violence. Il faut s'occuper d'eux, ainsi que des enfants nés du viol, appelés « les enfants du serpent », sur lesquels leurs mères commettent parfois des infanticides. Et aujourd'hui se profile une nouvelle zone critique, l'Ituri où des milliers d'habitants ont déjà fui en Ouganda. Ce sera un nouveau défi ! »*

Dominique Watrin